



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2016

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2016, clos le 31 mars.

Les comparaisons détaillées entre 2016 et 2015 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2015 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2016

Avec une parité moyenne de \$ 1,10 / € 1 au premier trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 2 % par rapport au premier trimestre 2015 (\$ 1,13 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 3 %, les devises de nombreux pays émergents ont également baissé. Malgré l'appréciation du dollar, l'évolution des devises a ainsi eu pour effet mécanique de diminuer de € 0,6 million (- 1 %) le chiffre d'affaires et de € 0,4 million (- 6 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Forte croissance des commandes d'équipements de CFAO

Les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 26,1 millions, en augmentation de € 4,9 millions (+ 23 %) par rapport au premier trimestre 2015 (€ 21,3 millions). A données réelles, la croissance est également de 23 %.

Les commandes d'équipements de CFAO (€ 17,5 millions) progressent de 41 %, celles des nouvelles licences de logiciels (€ 5,6 millions) sont stables. Du fait de l'absence de grand projet, les commandes de formation et de conseil (€ 2,5 millions) reculent de 6 %.

Forte hausse du résultat opérationnel et du résultat net

Le chiffre d'affaires s'élève à € 62,2 millions, en croissance de 12 % par rapport au premier trimestre 2015 (+ 11 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes augmente de 19 %, le chiffre d'affaires récurrent de 7 % : + 4 % pour les contrats récurrents, + 11 % pour les consommables et pièces.

Le résultat opérationnel atteint € 7,3 millions, en hausse de 39 % (+ 31 % à données réelles).

La marge opérationnelle s'établit à 11,8 %, en progression de 2,4 points (+ 1,8 point à données réelles).

Le résultat net atteint € 5,1 millions, en hausse de € 1,4 million (+ 38 %) à données réelles.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 3,8 millions (il était négatif de € 1,2 million au premier trimestre 2015).

Une entreprise sans dette, des capitaux propres à nouveau renforcés

Les capitaux propres s'établissent à € 118,1 millions.

La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 63,4 millions.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2016

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à € 62,2 millions, en croissance de 12 % par rapport au premier trimestre 2015 (+ 11 % à données réelles).

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique et sectoriel est donnée à titre indicatif dans la note 5 des notes annexes au présent rapport. Leurs variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 27,2 millions) augmente de 19 %. Il représente 44 % du chiffre d'affaires global (41 % en 2015).

A données comparables :

- le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 5,9 millions) est stable et contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global (11 % en 2015) ;
- les équipements de CFAO (€ 18,0 millions) augmentent de 35 % et représentent 29 % du chiffre d'affaires global (24 % en 2015) ;
- la formation et le conseil (€ 2,7 millions) diminuent de 11 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2015).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 35,0 millions) augmente de 7 %. Il représente 56 % du chiffre d'affaires global (59 % en 2015).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 57 % du chiffre d'affaires récurrent et à 32 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 20,1 millions. Il progresse de 4 % :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 11,7 millions), en progression de 5 % par rapport à 2015, représentent 19 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 8,5 millions), en hausse de 2 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 14,9 millions) augmente de 11 % et représente 24 % du chiffre d'affaires global, comme en 2015.

Carnet de commandes

Au 31 mars 2016, le carnet de commandes des nouveaux systèmes (€ 21,5 millions) diminue de € 1,5 million à données réelles par rapport au 31 décembre 2015. Par rapport au 31 mars 2015, il progresse de € 2,5 millions.

Le carnet de commandes comprend € 15,8 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 14,9 millions livrables au deuxième trimestre et € 0,9 million au-delà, et € 5,7 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 45,9 millions.

Le taux de marge brute global atteint 73,8 %. A données comparables et compte tenu du mix des ventes, il diminue de 2,0 points par rapport à celui du premier trimestre 2015.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 38,6 millions, en augmentation de € 1,7 million (+ 5 %) par rapport au premier trimestre 2015.

Ils se décomposent comme suit :

- € 35,0 millions de frais fixes (+ 5 %) ;
- € 3,6 millions de frais variables (+ 3 %).

Les dépenses de recherche et développement (€ 5,7 millions) sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, et représentent 9,2 % du chiffre d'affaires (€ 5,4 millions et 9,6 % au premier trimestre 2015). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France, les frais nets de R&D totalisent € 4,0 millions (€ 3,6 millions en 2015).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 7,3 millions. Par rapport au premier trimestre 2015, il progresse de € 2,2 millions (+ 39 %) à données comparables et de € 1,7 million (+ 31 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 11,8 %. Elle augmente de 2,4 points à données comparables et de 1,8 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette proche de zéro. Le résultat de change est négatif de € 0,2 million.

Après une charge d'impôt de € 2,0 millions, le résultat net atteint € 5,1 millions (€ 3,7 millions au premier trimestre 2015), en hausse de 38 % à données réelles.

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,17 sur capital de base et € 0,16 sur capital dilué (€ 0,12 sur capital de base et sur capital dilué au premier trimestre 2015).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 3,8 millions. Il était négatif de € 1,2 million au premier trimestre 2015.

Le crédit d'impôt recherche (€ 1,7 million) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,2 million) du premier trimestre 2016 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre se serait élevé à € 5,7 millions.

Structure financière

Au 31 mars 2016, les capitaux propres s'établissent à € 118,1 millions (€ 113,0 millions au 31 décembre 2015).

La société n'a plus de dette depuis le 31 mars 2015. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 63,4 millions (€ 59,3 millions au 31 décembre 2015).

Sous réserve du vote favorable des actionnaires à l'Assemblée Générale du 29 avril 2016, les capitaux propres, la trésorerie disponible et la trésorerie nette seront diminués du montant du dividende de € 0,30 par action qui sera versé le 6 mai au titre de l'exercice 2015 (€ 9,3 millions).

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 0,5 million. Il comprend la créance de € 24,9 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2012, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 25,4 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année. Ainsi, la société devrait percevoir le remboursement du solde du crédit d'impôt recherche 2012 (€ 5,1 millions) dans le courant de l'année.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2016, le capital social est de € 30 928 184, divisé en 30 928 184 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, il a été augmenté de € 141 785 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 365 307) par la création de 141 785 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Le 8 avril 2016, la société a été informée que Allianz SE, par l'intermédiaire des sociétés qu'elle contrôle, a franchi à la hausse, le 4 avril 2016, le seuil de 5 % du capital et des droits de vote et qu'elle détenait à cette date 5,06 % du capital et 5,00 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2016.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 35,9 % du capital et 35,6 % des droits de vote ;
- Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas), pour le compte de fonds et de clients dont elle assure la gestion, et Allianz SE (Allemagne) par l'intermédiaire des sociétés qu'elle contrôle, détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2016, la société détenait 0,05 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2016, le cours de Bourse (€ 12,78) s'est inscrit en hausse de 6 % par rapport au 31 décembre 2015 (€ 12,10). Son plus bas a été de € 10,76 le 11 février et son plus haut de € 13,64 le 17 février.

Sur les trois premiers mois de 2016, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont baissé respectivement de 5 % et 4 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (1,2 million) a diminué de 65 % et les capitaux échangés (€ 14,8 millions) de 62 % par rapport au premier trimestre 2015. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation.

La société a confirmé, dans son communiqué du 4 avril 2016, son éligibilité au dispositif PEA-PME. Celle-ci permet d'intégrer les actions Lectra au sein de comptes PEA-PME, dispositif bénéficiant d'avantages fiscaux en France dédié à l'investissement dans les petites et moyennes valeurs européennes.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport annuel 2015 a été mis en ligne sur le site Internet de la société le 31 mars. Deux versions interactives, agrémentées de témoignages vidéo et autres contenus multimédia, sont également disponibles : une version électronique enrichie sur lectra.com et une application pour iPad sur l'App Store.

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 29 avril 2016.

Sous réserve de l'approbation des actionnaires, le dividende sera mis en paiement le 6 mai.

Les résultats financiers du premier semestre 2016 seront publiés le 28 juillet, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2016 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2015 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2016 et son rapport annuel, auxquels il convient de se référer, elle a développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir. Elle a souligné que l'année s'annonçait à nouveau imprévisible, la persistance de conditions macroéconomiques, géopolitiques et monétaires incertaines pouvant continuer de peser sur les décisions d'investissement des entreprises.

Dans ce contexte, la société s'est fixé pour objectif de réaliser en 2016 une croissance du chiffre d'affaires de 6 % à 12 % et du résultat opérationnel de 8 % à 25 %, à données comparables.

L'activité et les résultats du premier trimestre sont en ligne avec cet objectif.

Confortée par la solidité de son modèle économique, des fondamentaux opérationnels toujours plus solides, une structure financière à nouveau renforcée et la pertinence de sa stratégie, la société reste confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration
Le 28 avril 2016

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2016

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 28 avril 2016

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2016	31 décembre 2015	31 mars 2015
Écarts d'acquisition	32 286	32 769	32 949
Autres immobilisations incorporelles	4 581	4 890	4 770
Immobilisations corporelles	19 376	19 706	17 780
Actifs financiers non courants	2 084	2 100	2 312
Impôts différés	8 318	8 696	8 292
Total actifs non courants	66 645	68 161	66 103
Stocks	24 703	23 326	23 840
Clients et comptes rattachés	43 202	53 404	46 343
Autres actifs courants	34 897	31 493	36 375
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63 414	59 347	43 512
Total actifs courants	166 216	167 570	150 070
Total actifs	232 861	235 731	216 173

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2016	31 décembre 2015	31 mars 2015
Capital social	30 928	30 786	30 583
Primes d'émission et de fusion	9 384	9 018	8 145
Actions détenues en propre	(208)	(203)	(187)
Écarts de conversion	(8 706)	(8 194)	(8 063)
Réserves et résultats consolidés	86 727	81 547	69 147
Capitaux propres	118 125	112 954	99 625
Engagements de retraite	8 495	8 420	8 559
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	8 495	8 420	8 559
Fournisseurs et autres passifs courants	51 500	57 561	50 986
Produits constatés d'avance	48 106	50 325	50 371
Dettes d'impôt exigible	3 721	3 561	3 531
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	2 914	2 910	3 101
Total passifs courants	106 241	114 357	107 989
Total passifs et capitaux propres	232 861	235 731	216 173

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2016 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (trois mois)
Chiffre d'affaires	62 214	56 120
Coût des ventes	(16 285)	(13 371)
Marge brute	45 929	42 749
Frais de recherche et développement	(3 961)	(3 559)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 629)	(33 580)
Résultat opérationnel	7 339	5 610
Produits financiers	57	88
Charges financières	(105)	(110)
Résultat de change	(184)	(125)
Résultat avant impôts	7 108	5 463
Impôts sur le résultat	(1 978)	(1 752)
Résultat net	5 130	3 711
 (en euros)		
Résultat par action :		
- de base	0,17	0,12
- dilué	0,16	0,12
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	30 801 472	30 420 037
- résultat dilué	31 614 851	31 410 516

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2016 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (trois mois)
Résultat net	5 130	3 711
Écarts de conversion	(512)	440
Effet d'impôts	-	-
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(512)	440
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	-	48
Effet d'impôts	-	(14)
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	34
Total autres éléments du résultat global	(512)	474
Résultat global	4 618	4 185

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2016 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (trois mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	5 130	3 711
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	1 717	1 403
Éléments non monétaires du résultat	34	(1 058)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	1	(5)
Variation des impôts différés	193	302
Capacité d'autofinancement d'exploitation	7 075	4 353
Variation des stocks et en-cours	(1 634)	(2 696)
Variation des créances clients et comptes rattachés	8 075	6 025
Variation des autres actifs et passifs courants	(8 882)	(7 067)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(2 441)	(3 738)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	4 634	615
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(184)	(685)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(678)	(1 072)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6	7
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	(728)	(878)
Cessions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	744	786
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(839)	(1 842)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	507	1 117
Achats par la société de ses propres actions	(674)	(783)
Ventes par la société de ses propres actions	712	794
Remboursement des dettes long terme et court terme	-	(394)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	545	734
Variation de la trésorerie	4 340	(493)
Trésorerie à l'ouverture	59 347	43 484
Variation de la trésorerie	4 340	(493)
Incidence des variations de cours de change	(273)	521
Trésorerie à la clôture	63 414	43 512
Cash-flow libre	3 795	(1 227)
Impôts (payés) / remboursés, nets	(922)	(640)
Intérêts (payés)	-	-

(1) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2015	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							3 711	3 711
Autres éléments du résultat global						440	34	474
Résultat global						440	3 745	4 185
Exercices d'options de souscription d'actions	254 326	1,00	254	863				1 117
Valorisation des options de souscription d'actions							32	32
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(54)			(54)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							43	43
Capitaux propres au 31 mars 2015	30 583 440	1,00	30 583	8 145	(187)	(8 063)	69 147	99 625
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2015	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							23 377	23 377
Autres éléments du résultat global						309	290	599
Résultat global						309	23 667	23 976
Exercices d'options de souscription d'actions	457 285	1,00	457	1 737				2 194
Valorisation des options de souscription d'actions							167	167
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(70)			(70)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							30	30
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	30 786 399	1,00	30 786	9 018	(203)	(8 194)	81 547	112 954
Résultat net							5 130	5 130
Autres éléments du résultat global						(512)	0	(512)
Résultat global						(512)	5 130	4 618
Exercices d'options de souscription d'actions	141 785	1,00	142	365				507
Valorisation des options de souscription d'actions							22	22
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(5)			(5)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							29	29
Capitaux propres au 31 mars 2016	30 928 184	1,00	30 928	9 384	(208)	(8 706)	86 727	118 125

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2016

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et pièces.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 33 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2015, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 850 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2015. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 28 avril 2016. Les comptes aux 31 mars 2016 et 2015 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2016 traduits à cours de change 2015, comparés aux données réelles 2015.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2016, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 29 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier trimestre 2016.

La société avait créé, en octobre 2015, une nouvelle filiale, Lectra Tunisie CP, dont l'unique activité est la vente de consommables et pièces en Tunisie. Cette filiale avait repris, depuis le 1^{er} octobre 2015, l'activité correspondante qui était jusqu'alors gérée et facturée directement par Lectra SA depuis la France, la première filiale Lectra Systèmes Tunisie ne pouvant vendre que des services. L'incidence de la création de Lectra Tunisie CP sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe était négligeable.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2016, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,2 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,6 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2016.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2016		2015	Variation 2016/2015	
	Réel	A cours de change 2015	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	62 214	62 826	56 120	+11%	+12%
Coût des ventes	(16 285)	(16 232)	(13 371)	+22%	+21%
Marge brute	45 929	46 595	42 749	+7%	+9%
(en % du chiffre d'affaires)	73,8%	74,2%	76,2%	-2,4 points	-2,0 points
Frais de recherche et de développement	(3 961)	(3 961)	(3 559)	+11%	+11%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 629)	(34 859)	(33 580)	+3%	+4%
Résultat opérationnel	7 339	7 774	5 610	+31%	+39%
(en % du chiffre d'affaires)	11,8%	12,4%	10,0%	+1,8 point	+2,4 points
Résultat avant impôts	7 108	7 543	5 463	+30%	+38%
Impôt sur le résultat	(1 978)	na	(1 752)	+13%	na
Résultat	5 130	na	3 711	+38%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2016			2015		Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	26 698	43%	26 838	24 002	43%	+11%	+12%
- France	4 541	7%	4 542	4 135	7%	+10%	+10%
Amériques	18 002	29%	18 111	14 011	25%	+28%	+29%
Asie - Pacifique	13 549	22%	13 749	14 098	25%	-4%	-2%
Autres pays	3 965	6%	4 128	4 009	7%	-1%	+3%
Total	62 214	100%	62 826	56 120	100%	+11%	+12%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2016			2015		Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	17 574	28%	17 762	17 193	31%	+2%	+3%
- nouvelles licences	5 916	10%	5 993	6 009	11%	-2%	0%
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	11 658	18%	11 769	11 184	20%	+4%	+5%
Équipements de CFAO	18 013	29%	18 192	13 446	24%	+34%	+35%
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	8 467	14%	8 522	8 364	15%	+1%	+2%
Consommables et pièces	14 904	24%	15 079	13 533	24%	+10%	+11%
Formation, conseil	2 713	4%	2 726	3 057	5%	-11%	-11%
Divers	543	1%	545	527	1%	+3%	+3%
Total	62 214	100%	62 826	56 120	100%	+11%	+12%

Répartition du chiffre d'affaires entre chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et chiffre d'affaires récurrent

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2016			2015		Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	27 185	44%	27 455	23 038	41%	+18%	+19%
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	35 029	56%	35 371	33 082	59%	+6%	+7%
- contrats récurrents	20 125	32%	20 292	19 549	35%	+3%	+4%
- consommables et pièces	14 904	24%	15 079	13 533	24%	+10%	+11%
Total	62 214	100%	62 826	56 120	100%	+11%	+12%

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2016			2015		Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode et habillement	12 022	44%	12 166	11 094	48%	+8%	+10%
Automobile	11 468	42%	11 527	8 406	36%	36%	+37%
Ameublement	2 322	9%	2 374	1 954	9%	+19%	+22%
Autres industries	1 373	5%	1 388	1 584	7%	-13%	-12%
Total	27 185	100%	27 455	23 038	100%	+18%	+19%

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2016 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	26 698	18 002	13 549	3 965	-	62 214
Résultat opérationnel	4 244	2 710	378	573	(566)	7 339

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	22 701	15 696	13 720	4 003	-	56 120
Résultat opérationnel	3 099	1 868	406	764	(527)	5 610

(1) Les montants de 2015 ont été retraités pour tenir compte de la modification des taux de marge brute (voir ci-dessous) et permettre une comparaison avec 2016.

Les taux de marge brute normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels ont été modifiés à compter du 1^{er} janvier 2016 pour tenir compte de l'amélioration de la rentabilité globale du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le Siège ainsi réalisée permet d'obtenir une performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les nouveaux taux doivent permettre d'obtenir un résultat opérationnel proche de zéro pour le siège sur la totalité de l'exercice, mais les variations saisonnières du chiffre d'affaires et des frais généraux peuvent conduire à un résultat différent pour chaque trimestre.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2016 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	3 795	-	3 795
Augmentations de capital ⁽¹⁾	507	-	507
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	38	-	38
Effet de la variation des devises – divers	(273)	-	(273)
Variation de la période	4 067	-	4 067
Situation au 31 décembre 2015	59 347	-	59 347
Situation au 31 mars 2016	63 414	-	63 414
Variation de la période	4 067	-	4 067

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 31 mars 2016 est de € 3,8 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 7,1 millions, d'investissements de € 0,8 million et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 2,4 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- € 8,1 millions proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 1,6 million provient de l'augmentation des stocks ;
- + € 1,2 million provient de l'augmentation de la créance de Lectra SA sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche du premier trimestre 2016, comptabilisé mais non encaissé, après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA de la même période ;
- + € 3,1 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2015, majoritairement payée en 2016, et celle comptabilisée au premier trimestre 2016, qui sera payée en 2017 ;
- + € 2,1 millions proviennent de la diminution des dettes fournisseurs ;
- + € 1,4 million provient de la diminution des acomptes clients au bilan ;
- + € 1,1 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2016 est négatif de € 0,5 million. Il comprend une créance de € 24,9 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt (cf. note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 25,4 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs à l'exercice 2015 et au premier trimestre 2016 ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 31 mars 2016, Lectra SA détient une créance de € 24,9 millions sur le Trésor public français composée du solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2016 (€ 1,2 million), 2015 (€ 5,7 millions), 2014 (€ 6,9 millions), 2013 (€ 6,1 millions) et 2012 (€ 5,1 millions). Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt compétitivité et emploi et, le cas échéant, le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédit d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014), 2019 (crédit d'impôt 2015) et 2020 (crédit d'impôt 2016). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la société a acheté 55 020 actions et en a vendu 57 248 aux cours moyens respectifs de € 12,26 et de € 12,43 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 mars 2016, elle détenait 16 112 de ses propres actions (soit 0,05 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 12,91, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	31 mars 2016	31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63 414	59 347
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	63 414	59 347

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de € 0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement de programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, sa trésorerie disponible et sa trésorerie nette s'élèvent toutes les deux à € 63,4 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2015.

Au cours du premier trimestre 2016, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,10 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2016 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 0,3 million, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition nette au dollar américain sur ses flux d'exploitation.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2016 sur la base de parités arrêtées au 31 décembre 2015 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,10 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité à \$ 1,05 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2016 d'environ € 4,4 millions et du résultat opérationnel annuel de € 2,4 millions. A l'inverse, une appréciation de l'euro

de 5 cents (soit \$ 1,15 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,14 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.